

L'économie de La Réunion en 2015 L'embellie se poursuit et repousse le haut du cycle

L'embellie économique observée en 2014 (croissance de +3,1 % selon l'estimation élaborée dans le cadre du partenariat CEROM) s'est confirmée en 2015 et a même gagné en vigueur tout au long de l'année. Les signes d'un haut de cycle qui aurait déjà été atteint en fin d'année 2014 ne se sont pas matérialisés, au profit d'une poursuite de l'amélioration.

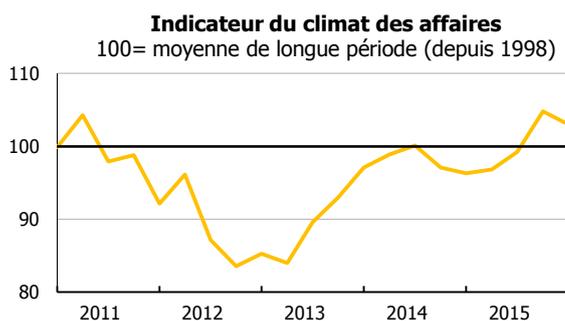
Les moteurs de cette amélioration conjoncturelle restent assez semblables à ceux de 2014 : une inflation historiquement basse et des taux d'intérêt exceptionnellement faibles, créant des conditions favorables pour une consommation robuste et un déploiement de l'investissement. La montée en puissance du chantier de la Nouvelle route du Littoral (NRL) se fait ressentir et constitue logiquement un levier important. Par ailleurs, le regain d'activité du système bancaire, les mesures en faveur des entreprises (programmation européenne, CICE, prime à l'embauche du premier salarié, etc.) ainsi que le début de reprise économique en métropole semblent engendrer des effets positifs sur l'environnement économique général. Des effets d'entraînement sont peu à peu perceptibles, prémices possibles d'une dynamique plus pérenne. Du côté du commerce extérieur, les importations se font l'écho de la fermeté de la demande interne mais profitent de la baisse de la facture énergétique. Les exportations se redressent enfin.

L'amélioration est générale dans tous les secteurs, sauf dans celui de la construction de logement, toujours en berne. Le tourisme, lanterne rouge les années précédentes, se redresse. Sur le marché du travail, la forte croissance de la population active reste difficile à absorber. Néanmoins, les dispositifs d'emplois aidés et la croissance soutenue de l'emploi salarié parviennent à enclencher une légère baisse du chômage.

L'activité bancaire s'est renforcée en 2015, tirée par le financement des entreprises et des collectivités locales, notamment par les prêteurs institutionnels. Parallèlement à la poursuite de l'assainissement de leur portefeuille de créances douteuses, les établissements bancaires se repositionnent stratégiquement afin de diversifier leurs sources de revenus, réduire leurs coûts et s'adapter à la digitalisation de l'économie notamment.

UN CLIMAT DES AFFAIRES FAVORABLE

Le climat des affaires au-dessus de sa moyenne de longue période

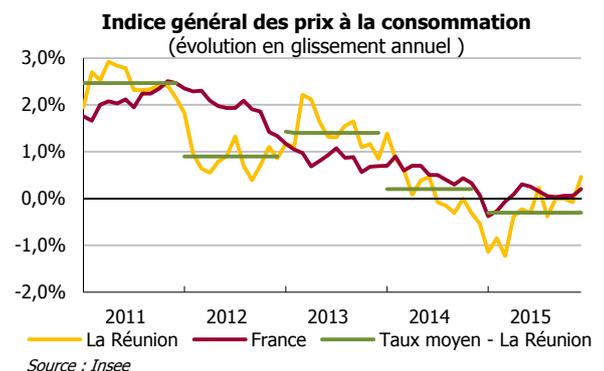


Source : Enquête de conjoncture IEDOM

L'amélioration de l'indicateur du climat des affaires (ICA) s'est poursuivie en 2015. Les signes d'inflexion mis en avant en fin d'année 2014 ne se sont pas matérialisés. Au contraire, l'indice progresse de 6,1 points en 2015 et s'installe au-dessus de sa moyenne de long terme calculée depuis 1998 (période pendant laquelle le PIB a progressé de 3,2 % en moyenne). Néanmoins, il reste encore en deçà des niveaux observés entre 2005 et 2007, années de croissance particulièrement soutenue. Les composantes « passée » et « future » sont toutes deux bien orientées. Synchrones, elles ne donnent aucun signal vers une inflexion ou au contraire vers une accélération supplémentaire.

Une inflation négative

Pour la première fois depuis la mise en place de l'indice des prix dans les années 60 par l'Insee, La Réunion affiche un taux d'inflation négatif. L'indice des prix à la consommation des ménages baisse en moyenne de 0,3 % en 2015 (+0,2 % en 2014), alors qu'il est stable en France entière. Cette baisse historique s'explique par la forte diminution des prix des carburants (-11,3 % en moyenne annuelle), le prix du baril de « Brent brut » en euros chutant d'un tiers. À l'inverse, les prix des produits alimentaires et des services augmentent modérément (respectivement +0,5 % et +0,3 %).



Accélération de l'emploi et légère embellie du marché du travail

L'accélération de la croissance de l'emploi se poursuit en 2015, accentuant l'amélioration observée en 2014. L'économie réunionnaise a créé 5 600 emplois salariés supplémentaires dans le secteur privé en 2015, soit près du double des créations de 2014 (source : Acooss) et presque trois fois plus que la moyenne 2010-2013. En rythme annuel en fin d'année, l'emploi salarié privé progresse de 3,9 % après 2,1 % en 2014. À cela s'ajoutent les emplois non marchands soutenus par les dispositifs d'aides de l'État.

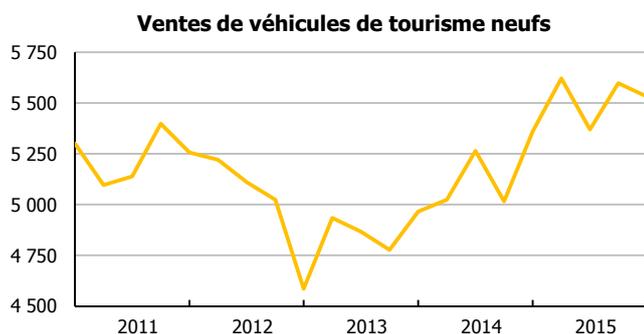
Compte tenu de la forte croissance de la population active, cette bonne orientation des créations d'emploi peine cependant à infléchir le nombre de demandeurs inscrits à Pôle emploi. En glissement annuel, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A augmente ainsi de 1,5 % à fin décembre. Cette hausse touche une nouvelle fois les demandeurs d'emploi âgés de plus de 50 ans (+11,7 %), contrairement aux autres catégories d'âge dont le nombre recule.

Emploi salarié dans le secteur privé
(en glissement annuel)



Source : Acooss

Une consommation des ménages robuste, mais des signes de plafonnement



Source : Insee-FCA*, CVS IEDOM

La consommation des ménages reste robuste en 2015. La croissance de la masse salariale dans le secteur privé (+3,6 % en moyenne en 2015 après +4,4 % en 2014 et +1,6 % en France entière), conjuguée à une inflation négative soutient le pouvoir d'achat des ménages et donc la consommation.

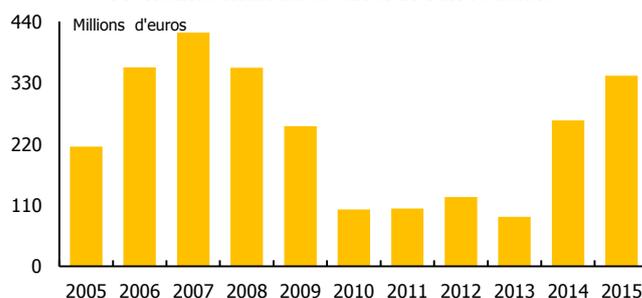
Cette hausse du pouvoir d'achat des ménages, associée à des taux de crédit historiquement bas, permet également de dynamiser le marché automobile réunionnais : les ventes de véhicules neufs grimpent de 8,2 % en 2015, soit la plus forte hausse depuis 2007. Ce dynamisme se retrouve dans la croissance des encours de crédits à la consommation, en accélération (+1,4 % en glissement annuel).

Les possibilités d'accélération supplémentaire de la consommation semblent toutefois limitées, compte tenu des niveaux déjà atteints. La fin d'année montre d'ailleurs quelques signes d'essoufflement, voire d'inflexion (opinion négative des chefs d'entreprise sur l'activité du secteur du commerce). Toutefois, les perspectives annoncées par les professionnels du secteur en fin d'année laissent plutôt entrevoir une stabilisation, ce qui serait cohérent avec la hausse des revenus.

Frémissement des perspectives d'investissement

Les intentions d'investir se sont raffermies tout au long de l'année 2015, jusqu'à redevenir positives en fin d'année. Après avoir reconstitué leur trésorerie (aidées par le Crédit d'impôt compétitivité emploi -CICE-) et dans un contexte économique mieux orienté, les entreprises se montrent enclines à investir. Cette confiance retrouvée touche tous les secteurs, à l'exception du BTP et des autres industries connexes. Bien qu'à confirmer, ce frémissement de l'investissement laisse espérer l'enclenchement d'une dynamique plus pérenne, en complément de la NRL. Ce chantier monte en puissance et soutient toujours l'investissement : sur l'année, les montants mandatés en travaux routiers ont bondi de 30,5 %, après une année 2014 déjà en hausse.

Montants mandatés en travaux routiers



Source : CERBTP

Les importations de biens intermédiaires s'inscrivent en hausse de

1,4 % et celles de biens d'équipement de 8,8 %, en lien avec le chantier de la NRL mais également avec les travaux d'extension du port Est et l'achat de nouveaux bus par la communauté d'agglomération du Territoire de la Côte Ouest (TCO) dans le cadre du Transéco Express. Les ventes de véhicules utilitaires, légers notamment, progressent de nouveau (+4,5 % en 2015, après +7,9 % en 2014).

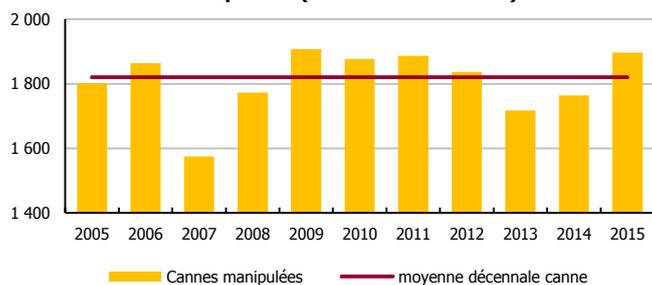
La chute du prix du pétrole soulage les importations, les exportations repartent à la hausse

Les échanges extérieurs évoluent favorablement à La Réunion en 2015. En valeur, les importations hors produits pétroliers progressent de 3,5 % et l'octroi de mer de 2,3 %, en lien avec la demande interne. Compte tenu de la chute des cours du pétrole qui se répercute sur la facture énergétique (baisse de 22,9 % des importations de produits pétroliers), les importations ne progressent que de 0,4 %. Les exportations progressent pour leur part de 3,5 %, après deux années de baisses consécutives. Cet accroissement provient essentiellement de ré-exportations (appareils de recherche destinés aux Terres australes et antarctiques françaises, moteurs et pièces d'avions). Les exportations de produits des industries agroalimentaires (IAA) s'inscrivent également en hausse de 1,1 % en 2015, l'augmentation des exportations de légumineuses compensant la baisse de celles de sucre.

UNE ORIENTATION FAVORABLE DANS LA PLUPART DES SECTEURS

De bons résultats dans le secteur primaire et les industries agroalimentaires

Résultats des campagnes sucrières en cannes manipulées (en milliers de tonnes)



source : eRcane

abattages de bovins se contractent (-2,4 %) pour la quatrième année consécutive et la collecte de lait s'inscrit en repli (-1,8 %). Par ailleurs, l'opinion des professionnels du secteur sur l'activité et la trésorerie est négative, mais les perspectives s'améliorent ainsi que les prévisions d'investissement.

Le courant d'affaires perçu par les chefs d'entreprise du secteur des **IAA** évolue de façon erratique, alternant des périodes de fort optimisme et d'autres plus modérées. Il se stabilise néanmoins autour de sa moyenne de longue période. Les prévisions d'investissement dans ce secteur sont positives, et les exportations en hausse.

Une activité du BTP portée par les travaux routiers, mais le bâtiment en berne

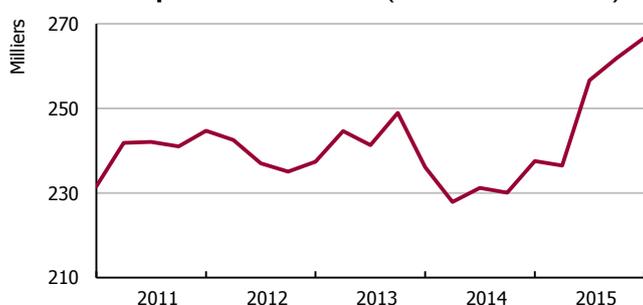
Le secteur du **bâtiment et des travaux publics** est porté par la NRL. Le jugement des chefs d'entreprise interrogés est ainsi globalement positif. Les effectifs sont à la hausse, comme le confirment les données de la Caisse des congés payés du BTP (+4,7 %), et les montants mandatés en travaux routiers grimpent de 30,5 %, après une année 2014 déjà favorable. Cependant, toutes les autres filières sont en difficulté. Le reste de la commande publique s'inscrit en repli. Les montants de travaux mandatés en génie civil et en construction publique baissent respectivement de 10,9 % et de 14,9 %. Par ailleurs, la baisse de la production de logements s'accélère : le nombre de logements autorisés diminue de 14,2 % en 2015, après -2,1 % en 2014. Au total, la Cellule économique du BTP estime une baisse de 3,5 % du chiffre d'affaires du secteur du BTP en 2015, allant jusqu'à -9,9 % hors NRL.

Dans le sillage du BTP hors travaux routiers, le courant d'affaires dans le secteur des **industries manufacturières** est mal orienté. L'activité est jugée défavorable et les prévisions d'investissement sont en berne.

Une orientation favorable des activités de services

Le climat des affaires continue de se redresser dans les **services marchands**. L'opinion des entrepreneurs interrogés sur l'activité reste encore en dessous de sa moyenne de longue période mais s'en rapproche progressivement. Elle est également favorable sur l'évolution de leurs effectifs, de leurs investissements à venir, ainsi que de leur trésorerie et des délais de paiement.

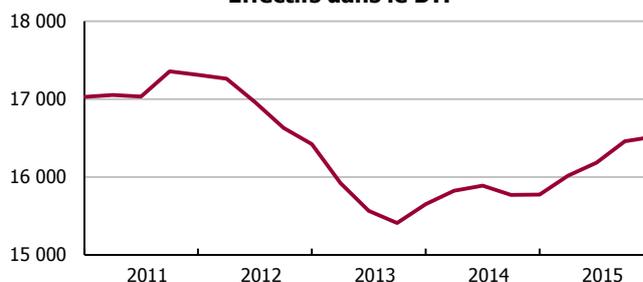
Fréquentation hôtelière (en nombre de nuitées)



Source : Insee - CVS IEDOM

L'activité du secteur de **l'agriculture, de l'élevage et de la pêche** est bien orientée. La campagne cannière 2015 s'inscrit à nouveau en hausse, avec +7,5 % des volumes de cannes manipulées et un niveau au-dessus de sa moyenne décennale. La filière agricole reste dynamique, avec des exportations, d'ananas notamment, en hausse de 13,6 %. Par ailleurs, l'activité d'abattage se redresse en 2015, après trois années de baisse. Elle retrouve ainsi une dynamique de croissance, après la remise aux normes des élevages et l'augmentation des capacités de production grâce au nouvel abattoir avicole. Les abattages de volailles (hors abattoir Duchemann) et de porcins augmentent respectivement de 3,4 % et 4,6 %. La filière élevage doit cependant faire face à des hausses de stocks en fin d'année. Les

Effectifs dans le BTP



Sources : Caisse des congés payés, CVS IEDOM

L'activité touristique se redresse en 2015. Au premier semestre, la fréquentation touristique progresse de 5,3 % en glissement annuel. Ainsi, sur l'ensemble de l'année, le nombre de nuitées s'accroît de 11,0 % et le nombre de passagers entre La Réunion et la métropole de 3,1 %. De plus, tous les indicateurs témoignent que la « haute saison », qui se concentre surtout sur les mois d'octobre et novembre, a été bonne. Les professionnels du secteur font état d'une opinion positive de l'évolution de leur activité et de leurs effectifs.

REGAIN DE VITALITÉ DE L'ACTIVITÉ BANCAIRE SUR FOND DE MUTATION

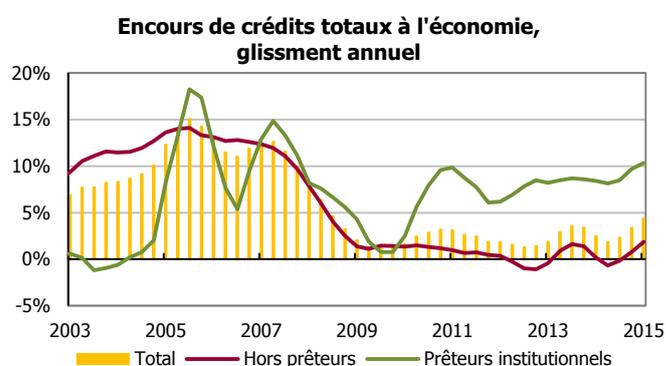
L'activité bancaire s'est renforcée en 2015, dans un contexte de conditions financières exceptionnellement accommodantes et d'intégration des nouvelles contraintes réglementaires. La montée du rôle des prêteurs institutionnels dans le financement de l'économie se poursuit. Parallèlement à la poursuite de l'assainissement de leur portefeuille de créances douteuses, les établissements bancaires se repositionnent stratégiquement, afin de diversifier leurs sources de revenus, réduire leurs coûts et s'adapter à la digitalisation de l'économie. L'offre publique d'achat de la CEPAC sur la Banque de La Réunion constitue déjà un changement dans le paysage bancaire local, modifié également par l'arrivée de nouveaux concurrents bancaires et non bancaires (comptes Nickel, assureurs, crowdfunding, etc.).

Croissance des actifs financiers et forte préférence pour la liquidité

Les actifs financiers détenus par les agents économiques réunionnais progressent de 4,1 % en rythme annuel, contre +3,5 % en 2014. La somme des actifs s'établit à presque 13 milliards d'euros, avec une collecte nette de 505 millions d'euros sur l'année, soit 80 millions de plus qu'en 2014. Bien qu'elle se renforce progressivement, la collecte nette reste inférieure aux niveaux observés avant la crise financière. La préférence des agents économiques pour la liquidité reste marquée, en lien avec la faible rémunération des produits d'épargne. Les dépôts à vue progressent de 11,7 % sur l'année (+6,4 % en 2014) avec une croissance particulièrement forte des encours des sociétés non financières (+16,7 %), à relier aux effets du Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE). Du côté des ménages, les encours d'assurance-vie et les plans épargne logement continuent d'attirer les épargnants (+5,4 % et +8 % respectivement), grâce à leur rémunération meilleure que celle d'autres produits.

Regain de vitalité de l'activité de crédit, tirée par les prêteurs institutionnels

La croissance des encours de crédits consentis à l'économie s'est accélérée en 2015 avec une progression de 5,0 % sur l'année, +959 millions d'euros, ce qui est deux fois plus qu'en 2014 (année de redémarrage) mais deux fois moins qu'en 2006 (pic de croissance des crédits). Cette croissance des encours est tirée par les financements consentis aux entreprises et aux collectivités locales, en lien avec le financement de la NRL et des bailleurs sociaux. Le rôle grandissant des prêteurs institutionnels se poursuit. Ils concentrent désormais 32 % des encours totaux à l'économie en fin d'année, soit 2 points de plus qu'en 2014 et 10 de plus qu'en 2010. L'année 2015 est marquée par une forte progression de l'affacturage, qui se développe malgré la forte hausse des disponibilités à vue des sociétés non financières.



Source : IEDOM, Surfi

Concernant les ménages, les encours de crédits progressent de 3,5 % sur l'année. Le redémarrage de la croissance des crédits à la consommation se confirme (+1,4 % en glissement annuel) après plusieurs années de contraction. Les crédits à l'habitat progressent de 4,0 % sur l'année, après +2,7 % en 2014, soit +226 millions d'euros.

Poursuite de l'assainissement du portefeuille des établissements de crédit

Comme en 2014, les créances douteuses brutes portées par les établissements de crédit installés localement diminuent fortement en 2015 (-7,5 % après -10 % l'année précédente), en lien avec de nouvelles cessions de créances compromises à des cabinets de recouvrement spécialisés. En baisse de 171 millions d'euros en deux ans, elles s'établissent désormais à 836 millions d'euros, soit 4,4 % des encours bruts totaux en décembre 2015 contre 5,0 % en décembre 2014 (y compris les encours des prêteurs institutionnels, qui ne déclarent pas de douteux).

À LA RECHERCHE D'UN SECOND SOUFFLE

Après quelques craintes en début d'année, le bilan de l'année 2015 s'avère en définitive positif et la fin d'année ne laisse pas entrevoir de signe de retournement à court terme. Cependant, le potentiel d'accélération est incertain. L'enjeu de 2016 et des années à venir réside donc dans la capacité de l'économie réunionnaise à maintenir ou à accélérer par elle-même son rythme de croissance alors que les leviers à l'origine de l'embellie actuelle peuvent difficilement être plus favorables (notamment l'inflation et les taux d'intérêt historiquement bas). La NRL devrait rester un soutien fort, mais le cycle de vie du chantier s'approche de son pic et les baisses annoncées de l'investissement des collectivités locales et l'absence de perspectives de reprise du logement social génèrent des zones d'ombre. Alors que la baisse du chômage s'amorce à peine, l'économie réunionnaise semble se rapprocher déjà de son haut de cycle et se retrouve face aux limites de son modèle de croissance et à en quête de nouveaux moteurs. Dans ce contexte, l'accompagnement bancaire, l'entrepreneuriat, l'innovation, mais aussi les potentialités offertes par la numérisation, l'économie verte, l'économie bleue, l'éducation sont autant d'atouts qu'il faudra coordonner pour donner un élan supplémentaire et durable, capable de répondre aux besoins structurellement élevés en créations d'emplois de l'économie.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : H. GONSARD - Responsable de la rédaction : T. BELTRAND

Editeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : avril 2016 – Dépôt légal : avril 2016 – ISSN 1952-9619